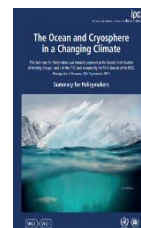


## SOMMAIRE

### 1. FOCUS DU MOIS

Ce rapport du GIEG met l'accent sur les principales préoccupations relatives aux interactions entre le changement climatique, l'océan et la cryosphère.



### 2. PUBLICATIONS DU MOIS

#### SOCIETE

► Perspectives des migrations internationales 2019

#### SCIENCES & TECHNIQUES

► Modeling the impact of AI on the world economy

#### ECONOMIE

► Aligning development cooperation and climate action: the only way forward

#### ENVIRONNEMENT

► Energy, electricity and nuclear power estimates for the period up to 2050

#### POLITIQUE

► Europe-Afrique : partenaires particuliers

### 3. CONCEPT EMERGENT

Le concept abordé dans ce numéro porte sur le "leapfrog".

### 4. BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette rubrique présente une sélection d'ouvrages ayant trait aux questions globales, récemment publiés ainsi que ceux à paraître dans les mois à venir.



## ◆◆◆◆◆ 1- FOCUS DU MOIS

### ► Rapport spécial sur l'océan, la cryosphère et les changements climatiques /GIEC, 2019

**Tags: Changement climatique | Océan | Cryosphère | Désertification | Biodiversité | Sécurité alimentaire | Atténuation | Adaptation | 2050 | GIEC |**

Ce rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) met l'accent sur les principales préoccupations relatives aux interactions entre le changement climatique, l'océan et la cryosphère. Il analyse, également, l'impact du changement climatique sur l'humanité et les options pour s'y adapter.

Le rapport met en exergue plusieurs constats :

- La cryosphère et les océans subissent, particulièrement, les effets du changement climatique. La superficie de la cryosphère terrestre s'est réduite à cause de la fonte des glaciers et des calottes glaciaires et de la baisse de la chute de la neige saisonnière. La fonte du pergélisol entraîne un rejet massif de dioxyde de carbone et de méthane ce qui accélérerait potentiellement le réchauffement climatique.
- La surface de l'océan Arctique tend à se réduire, mais si le réchauffement climatique est limité à 1,5 °C (par rapport à 2 °C), la probabilité d'un océan Arctique libre de glace diminuerait.
- Le rythme du réchauffement de l'océan s'accélère et ce dernier subit une acidification importante et une grande stratification.

Ces facteurs menacent la biodiversité marine, la production primaire de l'océan et la pêche et ces risques pourraient s'accroître à l'horizon 2100.

- Le niveau de la mer s'élève depuis les dernières décennies. D'ici 2050, plusieurs événements extrêmes, notamment, les ondes de tempête, les cyclones tropicaux et les vagues de chaleur marines pourraient s'aggraver et entraîner des inondations, menaçant ainsi les populations du littoral.
- Les conséquences du changement climatique sur la biodiversité marine (perturbation des écosystèmes, modification de la répartition d'espèces, ...) risquent d'altérer la sécurité alimentaire des communautés tributaires des ressources naturelles.
- L'accroissement des risques futurs du changement climatique sur l'océan et la cryosphère constitue un défi majeur pour les écosystèmes et l'être humain ainsi que pour la gouvernance environnementale et la prise de décision aux niveaux local, national et international.

En conclusion, le rapport préconise l'élaboration de politiques publiques susceptibles d'engager des mesures de protection et de restauration en faveur des écosystèmes, en particulier dans les pays les plus vulnérables. A titre d'illustration, le rapport cite comme options l'exploitation de ressources renouvelables et la réduction des sources de pollution locale. Il plaide aussi pour le développement de capacités d'adaptation et de gouvernance à la hauteur des enjeux environnementaux.

Le rapport appelle, également, au développement de la coopération entre les différents acteurs, publics et privés et souligne que la lutte contre le changement climatique pourrait soutenir le développement durable

**Source :**

[https://report.ipcc.ch/srocc/pdf/SROCC\\_FinalDraft\\_FullReport.pdf](https://report.ipcc.ch/srocc/pdf/SROCC_FinalDraft_FullReport.pdf)

## ◆◆◆◆◆ 2- PUBLICATIONS DU MOIS

### ◆◆◆ SOCIÉTÉ

#### ► Perspectives des migrations internationales 2019/ OCDE, 2019

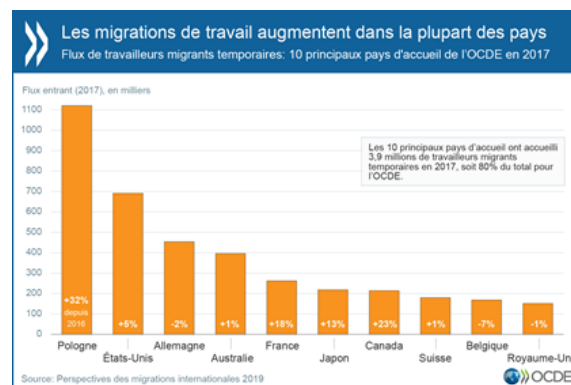
**Tags:** Flux migratoires | OCDE | Programmes d'immigration | Intégration | Demandes d'asile | Chômage |

**S**elon ce rapport, les flux migratoires vers les pays de l'OCDE ont augmenté de 2% par rapport à l'année dernière, soit 5.3 millions de nouveaux immigrés. Cependant, les demandes d'asile ont diminué pour atteindre 1.09 million en 2018 alors qu'en 2015 et 2016 les demandes enregistrées étaient de 1.65 million, soit 35 % de moins.

Le rapport révèle que même si, dans les pays de l'OCDE, le nombre des immigrés qui ont un emploi a atteint 68% et le taux de chômage est inférieur à 9%, les immigrés jeunes ainsi que ceux qui sont peu qualifiés confrontent des difficultés en termes d'intégration dans le marché du travail.

En ce qui concerne le taux des migrations temporaires de travail, celui-ci a augmenté pour atteindre 4.9 millions en 2017, contre 4.4 millions en 2016. Cette évolution témoigne du dynamisme des marchés du travail de la zone de l'OCDE ainsi que de l'intégration de ces immigrés qui apportent des compétences dont le marché du travail a besoin. Ainsi, les

travailleurs immigrés temporaires contribuent à plus de 2% à la population active occupée résidente.



Par ailleurs, le rapport souligne que les mouvements migratoires familiaux, qui concernent les immigrés accompagnant leur famille ou le regroupement familial, ont connu une hausse de 9% et les migrations de travail de 6%.

Enfin, il est à souligner que les pays de l'OCDE adaptent, continuellement, leurs programmes d'immigration et encouragent l'intégration. Certains pays ont même instauré de nouveaux programmes pour les immigrés qui créent des start-up et d'autres ont simplifié les procédures d'asile

**Source :**

<https://doi.org/10.1787/19991258>

## ◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

### ► Notes from the frontier : modeling the Impact of AI on the World Economy / McKinsey, 2019

**Tags: Intelligence artificielle | PIB mondial | 2030 | Productivité | Travail | Homme et machine | Automatisation | Formation |**

Selon ce rapport, publié par l'Institut McKinsey, la contribution de l'intelligence artificielle (IA) au PIB mondial, à l'horizon 2030, pourrait atteindre 13 000 milliards de dollars.

Le rapport prévoit une diversification et une multiplicité des applications de l'IA autour de nombreux usages.

Le rapport souligne que les avantages de l'IA ne seraient visibles qu'à long terme et à condition que les entreprises l'adopteraient aussi bien pour augmenter leur productivité que pour transformer leur fonctionnement.

En effet, l'IA pourrait modifier incontestablement la nature du travail et les relations entre l'homme et la machine. Elle pourrait ainsi permettre aux entreprises de devenir plus flexibles en matière d'organisation et de gestion des activités et offrir aux salariés des perspectives d'évolution vers des tâches à plus forte valeur ajoutée.

Le rapport révèle, également, que l'IA creuserait l'écart entre les pays développés et les pays en voie de développement, qui trouvent des difficultés dans l'automatisation du travail grâce à l'IA. Les économies riches pourraient cumuler des gains économiques, à l'horizon 2030, de 17% de PIB contre 3% pour les pays à bas salaires.

Pour conclure, le rapport souligne la nécessité pour les entreprises de développer une culture d'entreprise autour de l'IA et d'adopter une approche "agile" consistant, en priorité, à réconcilier les salariés avec l'IA, qui est apparue comme une menace à leur travail. Ceci ne pourrait se réaliser que par la sensibilisation à l'automatisation des métiers et à la formation aux nouvelles compétences afin de combler le déficit de compréhension.

Les individus devraient, également, s'adapter à ce nouveau monde, marqué par l'émergence de nouveaux types d'emploi, pour répondre aux besoins d'un emploi en mutation dynamique.

Source :

<https://www.mckinsey.com/featured-insights/artificial-intelligence/notes-from-the-ai-frontier-modeling-the-impact-of-ai-on-the-world-economy>

## ◆◆◆ ECONOMIE

### ► Aligning development cooperation and climate action: the only way forward / OCDE, 2019

**Tags : Comité d'aide au développement | Changement climatique | Energies renouvelables | Accord de Paris | Combustibles fossiles | OCDE |**

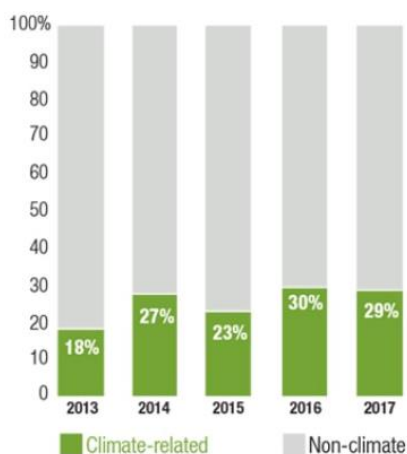
Ce rapport examine la question des aides allouées par les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE au changement climatique.

Le rapport souligne que plusieurs pays ont augmenté leurs financements du développement au profit des énergies renouvelables et ce depuis l'Accord de Paris de 2015 pour passer de 5.6 milliards de dollars par an en moyenne entre 2014 et 2015 à 12.2

milliards de dollars par an en moyenne entre 2016 et 2017.

Cependant, les activités relatives aux combustibles fossiles ont bénéficié d'un montant d'aide moyen de 3.9 milliards de dollars par an, soit 1.4 % du financement total du développement qui s'élevait à 283 milliards de dollars entre 2016 et 2017. De ce fait, 23 % de ce montant provenait, en particulier, de l'aide bilatérale versée par les membres du CAD et 77 %, provenait d'apporteurs multilatéraux.

**Shares of climate-related development finance, 2013-17**



Source: OECD, 2019

Il en ressort du rapport que cette aide annuelle allouée pour le financement de projets de lutte contre le changement climatique ne dépasse pas les 20% entre 2013 et 2017. Alors que les ressources émanant d'autres organismes tels que les Nations Unies et les banques internationales de développements ont atteint 40% dans la même période.

Malgré les efforts fournis pour accroître les financements du développement dans le domaine des énergies renouvelables, l'aide étrangère de subvention des combustibles fossiles demeure plus

importante et porte ainsi préjudice aux efforts dans ce domaine.

Le rapport affirme que le risque de vulnérabilité des pays au changement climatique serait élevé à cause de l'incohérence entre les activités d'aide et l'accord de Paris (un risque d'actifs échoués et de surendettement), ce qui pourrait entraîner des conséquences allant jusqu'à l'échec de réalisation des objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030.

En guise de conclusion, le rapport recommande aux pays d'adopter des trajectoires bas carbone et résilientes au changement climatique afin d'atteindre les objectifs d'accès à une énergie durable et de réduction de la pauvreté. De plus, les pays donateurs devraient veiller à ce que le financement du développement soit aligné avec les objectifs climatiques et ce, à travers l'augmentation de la part allouée à l'action climatique et la suppression des dotations à l'appui d'activités nouvelles dans le domaine des combustibles fossiles .

**Source :**

<http://www.oecd.org/fr/cad/aligning-development-co-operation-and-climate-action-5099ad91-en.htm>

## ◆◆◆ ENVIRONNEMENT

### ► Energy, electricity and nuclear power estimates for the period up to 2050/ International Atomic Energy Agency, 2019

**Tags: Electronucléaire | Electricité mondiale | Sources d'énergie renouvelable | Développement durable | Changement climatique | Accord de Paris |**

Le rapport, de l'Agence internationale de l'énergie atomique dresse un état des tendances énergétiques, électriques et électronucléaire à l'horizon 2050.

D'après ce rapport l'électronucléaire pourrait, éventuellement, contribuer à la production de l'électricité mondiale.

En réponse à la capacité de production électronucléaire, les projections prévoient une estimation basse et une estimation haute, vu que les différents facteurs pourraient influencer son utilisation mondiale grâce à sa faible émission de CO<sup>2</sup>.

La capacité de production pourrait connaître, en 2030, une diminution d'environ 8 % dans l'hypothèse la plus basse et une augmentation de 25 % dans l'hypothèse la plus haute. Alors qu'en 2050, elle diminuerait de 6 % dans l'estimation basse et dans l'estimation haute, il augmenterait de 80 %. En comparaison avec l'année dernière, la capacité de production est en hausse de 15 GWe dans le premier cas et en baisse de 33 GWe dans le deuxième.

Le rapport souligne que la demande énergétique mondiale devrait connaître une augmentation importante dans les prochaines années en raison des besoins croissants des pays en électricité. L'électronucléaire, pour sa part, suscite un grand intérêt

dans plusieurs régions du monde, surtout dans les pays en développement. Ses perspectives de croissance devraient être, à court terme, influencées par la hausse du prix du gaz naturel et de l'impact des sources d'énergie renouvelable subventionnées.

Enfin, le rapport plaide pour le déploiement à grande échelle des capacités électronucléaires afin de pouvoir produire suffisamment d'énergie pour assurer le développement durable et atténuer les impacts du changement climatique. En outre, le développement de sa production devrait être appuyé, notamment, par les engagements pris par les Etats dans le cadre de l'Accord de Paris.

**Source :**

[https://www-pub.iaea.org/MTCD/Publications/PDF/19-00521\\_web.pdf](https://www-pub.iaea.org/MTCD/Publications/PDF/19-00521_web.pdf)

## ◆◆◆ POLITIQUE

### ► Europe-Afrique : partenaires particuliers / Institut Montaigne, 2019

**Tags : Partenariat entre l'Afrique et l'Europe | Accord de Cotonou | Objectifs de développement durable | Création d'emplois | 2050 |**

La question de l'avenir du partenariat entre l'Afrique et l'Europe se pose avec acuité, surtout, avec l'expiration prochaine de l'Accord de Cotonou, en février 2020. Ce rapport plaide, dans ses propositions, pour une nouvelle vision des relations entre les deux continents et pour un partenariat ambitieux, basé sur des priorités claires et concrètes.

Au-delà des transformations profondes que connaît le contexte international, l'Union européenne et l'Afrique sont étroitement liés par des enjeux et des intérêts communs, portant sur quatre questions majeures : "diplomatie, multilatéralisme et influence internationale", "économie, développement et finance", "sécurité et défense", "changement climatique et mobilité humaine".

La nouvelle vision du partenariat entre l'Afrique et l'Europe devrait prendre en considération les 17 objectifs de développement durable, promouvoir les échanges universitaires pour le développement de connaissances mutuelles et faire de la création d'emplois en Afrique une priorité pour atteindre l'objectif ultime de de création d'emplois pour 30 millions de jeunes africains à l'horizon 2050.

Pour atteindre ces objectifs, le partenariat entre l'Afrique et l'Europe devrait répondre aux défis majeurs du continent africain, notamment l'amélioration de l'environnement des affaires, la promotion de l'industrialisation durable et l'insertion dans l'économie mondiale, le développement des politiques fiscales, le soutien de l'intégration régionale et la formation professionnelle.

Pour que ses actions en faveur du continent africain soient perceptibles et efficaces, l'Union européenne devrait revoir les outils de son partenariat avec l'Afrique en favorisant l'assistance technique à l'appui budgétaire, en orientant davantage ses actions vers le secteur privé européen et africain, en priorité les PME et en encourageant les initiatives de finance mixte, associant ressources publiques et privées.

Enfin, l'Institut Montaigne formule des propositions qui consistent à repenser le modèle du partenariat entre l'Afrique et l'Europe, employer des outils plus efficaces et à investir davantage dans la formation professionnelle et le développement de compétences.

**Source :**

<https://www.institutmontaigne.org/ressources/pdfs/publications/europe-afrique-partenaire-particulier-rapport.pdf>

## ◆◆◆◆◆ CONCEPT EMERGENT

### Leapfrog

Le concept de "saut de grenouille" est utilisé dans de nombreux domaines de l'économie et des affaires et a été développé à l'origine dans le domaine de l'organisation industrielle et de la croissance économique. Il est utilisé dans le contexte du développement durable pour les pays en développement en

tant que théorie du développement, qui saute certaines étapes, pour accélérer le développement et ce, en ignorant des technologies et des industries inférieures, moins efficaces, plus coûteuses ou plus polluantes et en se dirigeant directement vers des technologies plus avancées.

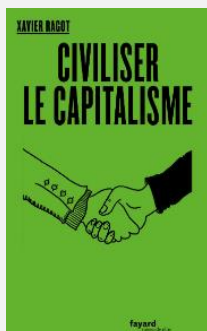


## ◆◆◆◆◆ BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

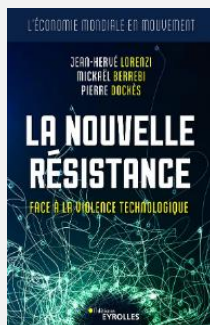
Cette bibliographie rassemble une sélection des derniers ouvrages, en rapport avec les questions globales et les relations internationales.

<p>MARCUS Gary et DAVIS Ernest (2019), Rebooting AI : Building Artificial Intelligence We Can Trust</p> 	<p>PAVÉ Alain (2019), Comprendre la biodiversité. Vrais problèmes et idées fausses</p> 	<p>Gilles KEPEL (2019), La Matière noire de la démocratie</p> 
<p>Luc SEMAL (2019), Face à l'effondrement. Militer à l'ombre des catastrophes</p> 	<p>Vaclav SMIL (2019), Growth: From Microorganisms to Megacities</p> 	<p>Florence RODHAIN (2019), La Nouvelle Religion du numérique. Le numérique est-il écologique ?</p> 

RAGOT Xavier (2019), Civiliser le capitalisme



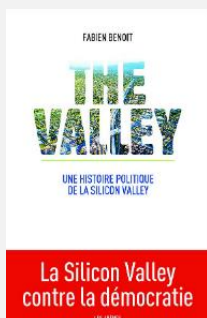
LORENZI Jean-Hervé, BERREBI Mickaël et DOCKÈS Pierre (2019), La Nouvelle Résistance. Face à la violence technologique



DIAMANTI Ilvo et LAZAR Marc (2019), Peuplecratie. La métamorphose de nos démocraties



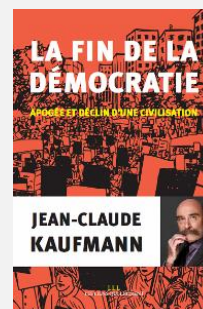
BENOIT Fabien (2019), The Valley. Une histoire politique de la Silicon Valley



LE CUN Yann (2019), Quand la machine apprend. La révolution des neurones artificiels et de l'apprentissage profond



KAUFMANN Jean-Claude (2019), La fin de la démocratie. Apogée et déclin d'une civilisation



# INDEX DES TAGS

---

2030.....	4
2050.....	6

---

## A

Accord de Cotonou.....	6
Accord de Paris.....	4
Adaptation.....	2
Afrique.....	6
Atténuation.....	2
Automatisation.....	2, 4

---

## B

Biodiversité.....	2
-------------------	---

---

## C

Changement climatique.....	2, 4
Chômage.....	3
Combustibles fossiles.....	4
Comité d'aide au développement.....	4
Création d'emplois.....	6
Cryosphère.....	2

---

## D

Demandes d'asile.....	3
Désertification.....	4
Développement durable.....	6

---

## E

Electricité mondiale.....	6
Electronucléaire.....	6
Energies renouvelables.....	4

---

## F

Flux migratoires.....	3
Formation.....	4

---

## G

Gaz à effet de serre.....	2
Gestion des sols.....	2
GIEC.....	2

---

## H

Homme et machine.....	4
-----------------------	---

---

## I

Intégration.....	3
Intelligence artificielle.....	4

---

## L

Leapfrog.....	8
---------------	---

---

## O

Objectifs de développement durable.....	6
OCDE.....	3, 4
Océan.....	2

---

## P

Partenariat entre l'Afrique et l'Europe.....	6
PIB mondial.....	4
Productivité.....	4
Programmes d'immigration.....	3

---

## R

Recettes fiscales.....	4
------------------------	---

---

## S

Sources d'énergie renouvelable.....	6
-------------------------------------	---